

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1785

[C — 2003/27300]

24 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux redevances radio et télévision

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, modifiée par le décret du Conseil régional wallon du 27 mars 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2003;

Vu l'urgence motivée par le fait que le décret du 27 mars 2003 décidant d'assurer le service de la redevance radio et télévision visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 9^e, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 de financement des Communautés et des Régions et modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision revoit fondamentalement la procédure applicable en matière d'établissement, de recouvrement et de réclamation concernant les redevances radio et télévision, les nouvelles règles s'appliquant déjà aux redevances qui sont dues pour la période imposable commençant le 1^{er} avril 2003; qu'il s'avère, dans ce cadre, indispensable, pour la mise en œuvre des nouvelles procédures de taxation et de réclamation, de fixer sans délai le contenu des invitations à payer qui doivent, d'ici leur date limite d'envoi, être imprimées dans le respect des règles prévues par le présent arrêté; que, par ailleurs, afin que la réforme voulue par le décret précité puisse sortir ses effets pour la période imposable qui commence le 1^{er} avril 2003, il convient que le Gouvernement désigne le service administratif compétent en matière de redevances radio et télévision, les fonctionnaires qui seront habilités à former les rôles et à les rendre exécutoires ainsi que les fonctionnaires compétents pour statuer sur les réclamations et sur les demandes de dégrèvement ou de remises des amendes administratives; qu'à défaut d'adopter les mesures prévues au présent arrêté dans les délais les plus brefs, l'établissement et la récupération des redevances dues pour la période imposable débutant le 1^{er} avril 2003 seraient mis en péril;

Vu l'avis 35.191/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 avril 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o loi du 13 juillet 1987 : la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision;

2^o décret du 6 mai 1999 : le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

3^o service : le service de perception de la redevance radio et télévision intégré au sein de la cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne.

Art. 2. § 1^{er}. L'invitation à payer les redevances radio et télévision contient les mentions suivantes :

1^o les coordonnées du service;

2^o le montant dû;

3^o le numéro de compte bancaire sur lequel la redevance doit être payée;

4^o la date extrême de paiement;

5^o la période imposable pour laquelle la redevance est due;

6^o la nature de l'appareil détenu (appareil de radio sur véhicule ou appareil de télévision).

Lorsqu'un même redevable détient plusieurs appareils taxables, une seule invitation à payer peut lui être envoyée pour l'ensemble des appareils qu'il détient. L'invitation à payer détaille la redevance due par appareil taxable.

§ 2. L'annexe visée à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1987 est un document écrit établi par le service et y valant preuve d'inscription pour l'appareil taxable qu'il concerne.

Art. 3. Les listes mensuelle et annuelle des clients, visées à l'article 12 de la loi du 13 juillet 1987, sont transmises de la manière suivante :

1^o communication par CD ROM ou par DVD ROM;

2^o communication par messagerie électronique sous forme de fichier attaché;

3^o mise à disposition des listes sur le serveur informatique de l'opérateur.

Elles doivent être établies par commune, par numéro postal, par rue et dans l'ordre croissant des numéros d'habitation. Les listes mensuelles doivent également mentionner les renoncations, qui doivent être établies de la même façon.

Art. 4. Le délégué du Gouvernement compétent pour accorder la remise des amendes administratives et des éventuels intérêts de retard en vertu de l'article 24, § 2, de la loi du 13 juillet 1987 est le fonctionnaire dirigeant adjoint du service ou l'agent de niveau 1 délégué par lui.

Les rôles visés à l'article 26, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1987 sont formés et rendus exécutoires par le fonctionnaire dirigeant du service ou l'agent de niveau 1 délégué par lui.

Le fonctionnaire chargé de recevoir les réclamations et de statuer sur celles-ci en vertu de l'article 28, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2 et 5, de la loi du 13 juillet 1987 est le fonctionnaire dirigeant adjoint du service ou l'agent de niveau 1 délégué par lui.

Le fonctionnaire chargé d'accuser réception des demandes de remise ou de dégrèvement et d'accorder le dégrèvement des surtaxes en vertu de l'article 28, § 2, alinéas 1 et 2, de la loi du 13 juillet 1987 est le fonctionnaire dirigeant adjoint du service ou l'agent de niveau 1 délégué par lui.

Art. 5. L'administration au sens de l'article 11 du décret du 6 mai 1999 est le service, lequel est également désigné pour remplir les tâches visées à l'article 12 du décret du 6 mai 1999.

Le receveur visé aux articles 35, 37, 39, 43, 45 à 50 inclus, 52, 60 et 61 du décret du 6 mai 1999 est l'agent de niveau 1 désigné par le fonctionnaire dirigeant du service.

Le fonctionnaire visé à l'article 55 du décret du 6 mai 1999, compétent pour faire surseoir au recouvrement dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, est le receveur.

Sauf lorsqu'une disposition du présent arrêté y déroge, le service visé à l'article 1^{er}, 3^o, assume les missions que la loi du 13 juillet 1987 délègue au service désigné par le Gouvernement.

Art. 6. Les redevances radio et télévision et les amendes administratives sont acquittées sur le compte financier n° 096-0000200-27 pour les appareils détenus en région de langue française et sur le compte financier n° 096-2400043-90 pour les appareils détenus en région de langue allemande.

Art. 7. Les demandes d'exonération visées à l'article 19 de la loi du 13 juillet 1987 doivent être introduites par écrit auprès du service.

Le motif d'exonération invoqué doit être établi :

1° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 13 juillet 1987 : par une attestation signée par le responsable des institutions visées déclarant que les appareils sont réellement installés en vue d'un service public;

2° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 13 juillet 1987 : par une attestation signée par le chef de l'établissement, déclarant que les appareils sont utilisés exclusivement pour l'enseignement;

3° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 13 juillet 1987 : par un certificat médical délivré par un médecin spécialiste, attestant cette infirmité;

4° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 4°, de la loi du 13 juillet 1987 : par une attestation délivrée par l'administration publique ayant reconnu l'invalidité;

5° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 13 juillet 1987 : par une attestation délivrée par l'organisme ayant reconnu l'invalidité ou l'incapacité;

6° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi du 13 juillet 1987 : par un certificat médical attestant que les personnes visées sont atteintes d'une infirmité grave de nature permanente par suite de laquelle elles se trouvent dans l'impossibilité totale et définitive de quitter leur résidence sans l'assistance d'un tiers. Le demandeur peut être tenu par le service de se soumettre à un examen complémentaire auprès d'un organisme à même de constater l'infirmité;

7° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 7°, de la loi du 13 juillet 1987 : par une attestation délivrée par l'organisme ayant reconnu le droit au revenu d'intégration;

8° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 8°, de la loi du 13 juillet 1987 : par une attestation du centre public d'aide sociale établissant que les revenus de la personne visée sont inférieurs ou égaux au revenu d'intégration;

9° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 9°, de la loi du 13 juillet 1987 : par une attestation délivrée par l'organisme ayant reconnu le droit au revenu garanti aux personnes âgées ou la garantie de revenus aux personnes âgées;

10° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 10°, de la loi du 13 juillet 1987 : par une attestation signée par le responsable des institutions visées déclarant que la mise à disposition des appareils se fait à titre gratuit;

11° pour l'exonération visée à l'article 19, alinéa 1^{er}, 11°, de la loi du 13 juillet 1987 : par une attestation signée par le responsable des institutions visées déclarant que l'association ou l'établissement est actif dans les domaines de la protection de la jeunesse, de l'accueil de l'enfant, de l'aide aux familles en difficultés et de l'accompagnement, de la formation, de l'insertion des personnes handicapées.

L'octroi de l'exonération visée à l'alinéa 2, 5°, 7°, 8° et 9° n'est pas subordonné à la production de l'attestation requise lorsque le service est informé par la Banque-carrefour de la sécurité sociale qu'un redevable remplit les conditions d'exonération.

Art. 8. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 3 août 1987 relatif aux redevances radio et télévision;

2° l'arrêté ministériel du 4 août 1987 relatif aux redevances radio et télévision.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1785

[C — 2003/27300]

24. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Rundfunk- und Fernsehgebühren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, abgeändert durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 27. März 2003;

Aufgrund des am 26. März 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. März 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch begründet wird, dass durch das Dekret vom 27. März 2003, durch das beschlossen wird, den in Artikel 3, Absatz 1, 9° des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen erwähnten Dienst der Rundfunk- und Fernsehgebühren zu sichern, und zur Abänderung des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren das auf die Festsetzung und die Erhebung der Rundfunk- und Fernsehgebühren sowie auf die diesbezüglichen Beschwerden anwendbare Verfahren grundlegend abgeändert wird und die neuen Bestimmungen bereits auf die Gebühren anwendbar sind, die für den am 1. April 2003 beginnenden Erhebungszeitraum zu zahlen sind; dass es sich diesbezüglich für die Umsetzung des neuen auf die Erhebung der Gebühren und auf die Beschwerden anwendbaren Verfahrens als unerlässlich erweist, unverzüglich die inhaltliche Gestaltung der Zahlungsaufforderungen festzulegen, die unter Beachtung der durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Bestimmungen vor dem äußersten Datum für ihre Versendung gedruckt werden müssen; dass außerdem die auf dem Gebiet der Rundfunk- und Fernsehgebühren zuständige Verwaltungsdienststelle, die Beamten, die befugt sind, die Heberollen zu bilden und diese für vollstreckbar zu erklären sowie die Beamten, die befugt sind, über die Beschwerden, die Anträge auf Ermäßigung der Gebühr oder auf Erlass von Verwaltungsstrafen zu befinden, von der Regierung zu bezeichnen sind, damit die durch das Dekret in die Wege geleitete Reform für den am 1. April 2003 beginnenden Erhebungszeitraum wirksam werden kann; dass in Ermangelung einer fristgerechten Verabschiedung der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Maßnahmen die Festsetzung und die Erhebung der für den am 1. April 2003 beginnenden Erhebungszeitraum geschuldeten Gebühren gefährdet wäre;

Aufgrund des am 3. April 2003 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 35.191/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Gesetz vom 13. Juli 1987: das Gesetz vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren;

2° Dekret vom 6. Mai 1999: das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben;

3° Dienststelle: die innerhalb der für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens übergangsweise geschaffenen Verwaltungseinheit eingegliederte Dienststelle, die mit der Erhebung der Rundfunk- und Fernsehgebühren beauftragt ist.

Art. 2 - § 1. Die Zahlungsaufforderung der Rundfunk- und Fernsehgebühren umfasst folgende Angaben:

1° die Anschrift der Dienststelle;

2° die zu zahlende Summe;

3° die Nummer des Bankkontos, auf das die Gebühr zu überweisen ist;

4° der äußerste Zahlungstermin;

5° der Erhebungszeitraum, für den die Gebühr zu zahlen ist;

6° die Art des besessenen Gerätes (Autoradio oder Fernsehgerät). Falls ein und derselbe Gebührenpflichtige mehrere gebührenpflichtige Geräte besitzt, kann ihm für alle Geräte, die er besitzt, nur eine Zahlungsaufforderung zugestellt werden. Auf dieser Zahlungsaufforderung wird die Gebühr pro gebührenpflichtiges Gerät einzeln aufgeführt.

§ 2. Bei der in Artikel 20 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnten Anlage handelt es sich um ein schriftliches Dokument der Dienststelle, das als Eintragungsbeleg für das gebührenpflichtige Gerät, auf das es sich bezieht, gilt.

Art. 3 - Die in Artikel 12 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnten monatlich und jährlich erstellten Listen der Kunden werden folgendermaßen übermittelt:

1° per CD-ROM oder DVD-Rom;

2° durch elektronische Datenübertragung in Form einer beigefügten Datei;

3° durch Bereitstellung der Listen auf dem Server des Anbieters.

Diese Listen sind pro Gemeinde, pro Postleitzahl, pro Strasse und in aufsteigender Reihenfolge der Hausnummern zu erstellen. In den monatlichen Listen müssen ebenfalls die Verzichte angegeben werden, die gleichermaßen zu erstellen sind.

Art. 4 - Bei dem Vertreter der Regierung, der gemäß Artikel 24, § 2 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 befugt ist, den Erlass der Verwaltungsstrafen und der ggf. berechneten Verzugszinsen zu gewähren, handelt es sich um den stellvertretenden leitenden Beamten der Dienststelle oder um den von ihm bezeichneten Bediensteten der Stufe 1.

Die in Artikel 26, § 1 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnten Heberollen werden durch den leitenden Beamten der Dienststelle oder den von ihm bezeichneten Bediensteten der Stufe 1 gebildet und für vollstreckbar erklärt.

Bei dem Beamten, der gemäß Artikel 28, § 1, Absatz 1, 2 und 5 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 beauftragt ist, die Beschwerden entgegenzunehmen und über diese Beschwerden zu beschließen, handelt es sich um den stellvertretenden leitenden Beamten der Dienststelle oder um den von ihm bezeichneten Bediensteten der Stufe 1.

Bei dem Beamten, der gemäß Artikel 28, § 2, Absatz 1 und 2 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 beauftragt ist, den Empfang der Anträge auf Ermäßigung oder Erlass zu bestätigen und einen Nachlass wegen Überbesteuerung zu gewähren, handelt es sich um den stellvertretenden leitenden Beamten der Dienststelle oder um den von ihm bezeichneten Bediensteten der Stufe 1.

Art. 5 - Die Verwaltung im Sinne von Artikel 11 des Dekrets vom 6. Mai 1999 ist die Dienststelle, die ebenfalls bezeichnet ist, um die in Artikel 12 des Dekrets vom 6. Mai 1999 erwähnten Aufgaben wahrzunehmen.

Bei dem in den Artikeln 35, 37, 39, 43, 45 bis 50 einschl., 52, 60 und 61 des Dekrets vom 6. Mai 1999 erwähnten Einnehmer handelt es sich um den durch den leitenden Beamten der Dienststelle bezeichneten Bediensteten der Stufe 1.

Bei dem in Artikel 55 des Dekrets vom 6. Mai 1999 erwähnten Beamten, der zuständig ist, um die Beitreibung in dem von ihm bestimmten Maße und unter den von ihm bestimmten Bedingungen aufschieben zu lassen, handelt es sich um den Einnehmer.

Vorbehaltlich einer abweichenden Bestimmung des vorliegenden Erlasses nimmt die in Artikel 1, 3° erwähnte Dienststelle die Aufgaben wahr, die der von der Regierung bezeichneten Dienststelle durch das Gesetz vom 13. Juli 1987 übertragen werden.

Art. 6 - Die Rundfunk- und Fernsehgebühren sowie die Verwaltungsstrafen werden auf das Bankkonto Nr. 096-0000200-27 für die Geräte, die sich auf dem französischen Sprachgebiet befinden, und auf das Bankkonto Nr. 096-2400043-90 für die Geräte, die sich auf dem deutschen Sprachgebiet befinden, eingezahlt.

Art. 7 - Die in Artikel 19 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnten Anträge auf Befreiung sind schriftlich bei der Dienststelle einzureichen.

Der Befreiungsgrund ist zu nachzuweisen:

1° für die in Artikel 19, Absatz 1, 1° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch eine von dem Verantwortlichen der betreffenden Einrichtungen unterzeichnete Bescheinigung, in der er erklärt, dass die Geräte effektiv im Dienste der Öffentlichkeit aufgestellt werden;

2° für die in Artikel 19, Absatz 1, 2° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch eine von dem Leiter der Lehranstalt unterzeichnete Bescheinigung, in der er erklärt, dass die Geräte ausschließlich im Rahmen des Unterrichts eingesetzt werden;

3° für die in Artikel 19, Absatz 1, 3° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch ein von einem Facharzt ausgestelltes ärztliches Attest, in dem er dieses Gebrechen bescheinigt;

4° für die in Artikel 19, Absatz 1, 4° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch eine Bescheinigung der öffentlichen Behörde, die diese Invalidität anerkannt hat;

5° für die in Artikel 19, Absatz 1, 5° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch eine Bescheinigung der Einrichtung, die diese Invalidität oder Unfähigkeit anerkannt hat;

6° für die in Artikel 19, Absatz 1, 6° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch ein ärztliches Attest, in dem bescheinigt wird, dass die Personen unter einem permanenten schweren Gebrechen leiden, das es ihnen unmöglich macht, ihren Wohnort ohne die Hilfe von Drittpersonen zu verlassen. Die Dienststelle kann von dem Antragsteller verlangen, sich bei einer Einrichtung, die befähigt ist, dieses Gebrechen festzustellen, einer zusätzlichen Untersuchung zu unterziehen;

7° für die in Artikel 19, Absatz 1, 7° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch eine Bescheinigung der Einrichtung, die das Recht auf das Integrationseinkommen anerkannt hat;

8° für die in Artikel 19, Absatz 1, 8° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch eine Bescheinigung des Öffentlichen Sozialhilfezentrums, aus der hervorgeht, dass das Einkommen der betreffenden Person das Integrationseinkommen nicht übersteigt;

9° für die in Artikel 19, Absatz 1, 9° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch eine Bescheinigung der Einrichtung, die das Recht auf das garantierte Einkommen für Betagte oder die Einkommensgarantie für Betagte anerkannt hat;

10° für die in Artikel 19, Absatz 1, 10° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch eine von dem Verantwortlichen der betreffenden Einrichtungen unterzeichnete Bescheinigung, in der er erklärt, dass die Geräte kostenlos zur Verfügung gestellt werden;

11° für die in Artikel 19, Absatz 1, 11° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 erwähnte Befreiung: durch eine von dem Verantwortlichen der betreffenden Einrichtungen unterzeichnete Bescheinigung, in der er erklärt, dass die Vereinigung oder die Anstalt auf dem Gebiet des Jugendschutzes, der Betreuung von Kindern, der Unterstützung von Familien in Notlagen und der Betreuung, der Ausbildung und der Eingliederung von behinderten Personen tätig ist.

Für die Gewährung der in Absatz 2, 5°, 7°, 8° und 9° erwähnten Befreiung ist die verlangte Bescheinigung nicht vorzulegen, wenn die Dienststelle von der die Datenbank der sozialen Sicherheit darüber informiert wurde, dass ein Gebührenpflichtiger die Bedingungen für eine Befreiung erfüllt.

Art. 8 - Werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 3. August 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren;

2° der Ministerialerlass vom 4. August 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 1785

[C — 2003/27300]

24 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het kijk- en luistergeld

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 maart 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 maart 2003;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat het decreet van 27 maart 2003 waarbij beslist wordt in de dienstverlening te voorzien inzake het kijk- en luistergeld bedoeld in artikel 3, eerste lid, 9°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en tot wijziging van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld de procedure voor de vestiging, de invordering van en de bezwaren tegen het kijk- en luistergeld diepgaand wijzigt, waarbij de nieuwe regels reeds gelden voor de kijk- en luistergeldbedragen die verschuldigd zijn voor het belastbare tijdperk dat op 1 april 2003 ingaat; dat in die context blijkt dat het voor de uitvoering van de nieuwe belasting- en bezwaarprocedures onontbeerlijk is om onverwijld de inhoud van de uitnodigingen tot betaling vast te stellen, die tegen de uiterste verzenddatum gedrukt dienen te worden met naleving van de regels waarin dit besluit voorziet; dat de Regering overigens, wil de in bedoeld decreet voorgestelde hervorming ingang hebben voor het belastbare tijdperk dat op 1 april 2003 ingaat, de bestuursdienst dient aan te wijzen die bevoegd is inzake kijk- en luistergeld, evenals de ambtenaren die gemachtigd zijn om de kohieren op te stellen en ze uitvoerbaar te verklaren en de ambtenaren die bevoegd zijn om te beslissen over de bezwaren en over de verzoeken tot ontheffing of tot kwijtschelding van administratieve geldboetes; dat, indien de maatregelen waarin dit besluit voorziet, niet zo spoedig mogelijk aangenomen zouden worden, de heffing en de terugvordering verschuldigd voor het belastbare tijdperk dat ingaat op 1 april 2003, in gevaar zouden worden gebracht;

Gelet op het advies 35.191/2 van de Raad van State, uitgebracht op 3 april 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° wet van 13 juli 1987 : de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld;

2° decreet van 6 mei 1999 : het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen;

3° dienst : de dienst inning van het kijk- en luistergeld, geïntegreerd in de bestuurscel voor de overgang in het beheer van de Waalse belastingen.

Art. 2. § 1. De uitnodiging tot het betalen van de kijk- en luistergeldbedragen bevat volgende gegevens :

1° de adresgegevens van de dienst;

2° het verschuldigd bedrag;

3° het bankrekeningnummer waarop het bedrag betaald dient te worden;

4° de uiterste betaaldatum;

5° het belastbare tijdperk waarvoor het bedrag verschuldigd is;

6° de aard van het gehouden toestel (autoradiotoestel of televisietoestel).

Indien eenzelfde belastingplichtige meerdere aan kijk- en luistergeld onderworpen toestellen houdt, is het verstoren van één enkele uitnodiging tot betalen voor alle toestellen die hij houdt, mogelijk. Voor elk aan de belasting onderworpen toestel wordt het verschuldigde kijk- en luistergeldbedrag in de uitnodiging tot betalen afzonderlijk vermeld.

§ 2. De bijlage bedoeld in artikel 20 van de wet van 13 juli 1987 is een geschreven document dat door de dienst is opgesteld en dat als bewijs dient voor de inschrijving van het aan de belasting onderworpen toestel waarop het betrekking heeft.

Art. 3. De maandelijkse en de jaarlijkse klantenlijst bedoeld in artikel 12 van de wet van 13 juli 1987 worden als volgt overgemaakt :

1° mededeling via CD-ROM of DVD-ROM;

2° mededeling via elektronische post met bijgevoegd bestand;

3° terbeschikkingstelling van de lijsten op de computerserver van de operator.

De lijsten dienen per gemeente, per postcode, per straat en per huisnummer in stijgende volgorde te worden opgesteld. Op de maandelijkse lijsten dienen eveneens de opzeggingen te worden vermeld, opgesteld op dezelfde wijze.

Art. 4. De gemachtigde van de Regering die bevoegd is voor de kwijtschelding van de administratieve geldboetes en de gebeurlijke nalatigheidsintresten krachtens artikel 24, § 2, van de wet van 13 juli 1987 is de leidend adjunct-ambtenaar van de dienst of het personeelslid van niveau 1 dat door hem gemachtigd is.

De kohieren bedoeld in artikel 26, § 1, van de wet van 13 juli 1987 worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de leidend ambtenaar van de dienst of het personeelslid van niveau 1 dat door hem gemachtigd is.

De ambtenaar die ermee belast is de bezwaarschriften te ontvangen en erover te beslissen krachtens artikel 28, § 1, eerste lid, 2 en 5, van de wet van 13 juli 1987 is de leidend adjunct-ambtenaar van de dienst of het personeelslid van niveau 1 dat door hem gemachtigd is.

De ambtenaar die ermee belast is ontvangst te berichten van de verzoeken tot kwijtschelding of ontheffing of de ontheffing van de bijtaksen te verlenen krachtens artikel 28, § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 13 juli 1987 is de leidend adjunct-ambtenaar van de dienst of het personeelslid van niveau 1 dat door hem gemachtigd is.

Art. 5. Het bestuur in de zin van artikel 11 van het decreet van 6 mei 1999 is de dienst die eveneens aangewezen is om de taken uit te voeren bedoeld in artikel 12 van het decreet van 6 mei 1999.

De ontvanger bedoeld in de artikelen 35, 37, 39, 43, 45 tot en met 50, 52, 60 en 61 van het decreet van 6 mei 1999 is het personeelslid van niveau 1 die aangewezen is door de leidend ambtenaar van de dienst.

De ambtenaar bedoeld in artikel 55 van het decreet van 6 mei 1999 die bevoegd is om uitstel te verlenen voor de inning in de mate en tegen de voorwaarden die hij bepaalt, is de ontvanger.

Behalve indien een bepaling van dit besluit ervan afwijkt, voert de dienst bedoeld in artikel 1, 3°, de opdrachten uit die bij de wet van 13 juli 1987 aan de door de Regering aangewezen dienst wordt afgevaardigd.

Art. 6. Het kijk- en luistergeld en de administratieve geldboeten worden gekweten op de financiële rekening met nr. 096-0000200-27 voor de toestellen gehouden in het Franse taalgebied en op de financiële rekening met nr. 096-2400043-90 voor de toestellen gehouden in het Duitse taalgebied.

Art. 7. De vrijstellingsaanvragen bedoeld in artikel 19 van de wet van 13 juli 1987 moeten schriftelijk worden ingediend bij de dienst.

De ingeroepen vrijstellingsgrond dient te worden vastgesteld :

1° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 1°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een attest dat ondertekend is door de verantwoordelijke van bedoelde instellingen, waarbij verklaard wordt dat de toestellen werkelijk opgesteld zijn met het oog op een openbare dienstverlening;

2° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 2°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een attest dat ondertekend is door het hoofd van de onderwijsinstelling, waarbij verklaard wordt dat de toestellen uitsluitend voor het onderwijs worden gebruikt;

3° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 3°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een medisch attest dat door een geneesheer-specialist is afgeleverd, waarbij het bestaan van dat gebrek bevestigd wordt;

4° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 4°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een attest dat afgeleverd is door een openbaar bestuur dat de invaliditeit heeft erkend;

5° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 5°, van de wet van 13 juli 1987 :

aan de hand van een attest dat afgeleverd is door een instelling die de invaliditeit of de ongeschiktheid heeft erkend;

6° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 6°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een medisch attest waarbij bevestigd wordt dat bedoelde personen aangetast zijn door een zwaar en blijvend gebrek waardoor zij in de volstrekte en definitieve onmogelijkheid verkeren hun verblijf te verlaten zonder hulp van een derde. De verzoeker kan door de dienst verplicht worden om zich te onderwerpen aan een bijkomend onderzoek bij een instelling die bij machte is om het gebrek vast te stellen;

7° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 7°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een attest dat afgeleverd is door de instelling die het recht heeft erkend op het integratie-inkomen;

8° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 8°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een attest van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarbij vastgesteld wordt dat het inkomen van bedoelde persoon lager is dan of gelijk is aan het integratie-inkomen;

9° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 9°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een attest dat afgeleverd is door de instelling die het recht op het gewaarborgd inkomen voor ouderen of op de inkomenswaarborg voor ouderen heeft erkend;

10° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 10°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een attest dat ondertekend is door de verantwoordelijke van bedoelde instellingen waarbij verklaard wordt dat de terbeschikkingstelling van de toestellen om niet gebeurt;

11° voor de vrijstelling bedoeld in artikel 19, eerste lid, 11°, van de wet van 13 juli 1987 : aan de hand van een attest dat ondertekend is door de verantwoordelijke van bedoelde instellingen waarbij verklaard wordt dat de vereniging of de inrichting actief is inzake jeugdbescherming, kinderopvang, hulp aan in moeilijkheden verkerende gezinnen en begeleiding, opleiding en inschakeling van gehandicapte personen.

Het verlenen van de vrijstelling bedoeld in het tweede lid, 5°, 7°, 8° en 9° wordt niet ondergeschikt gemaakt aan het voorleggen van het vereiste attest indien de dienst door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid erover wordt ingelicht dat een belastingplichtige de vrijstellingsvoorwaarden vervult.

Art. 8. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 3 augustus 1987 betreffende het kijk- en luistergeld;

2° het ministerieel besluit van 4 augustus 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrustingen en Openbare Werken,
M. DAERDEN